



16 mars 2013
14h30 Manifestation Place
de la Mairie TARBES
Toujours dans la rue pour
exiger l'égalité !

Collectif Droits des Femmes 65
contact@droitsdesfemmes65.org

Www.droitsdesfemmes65.org



L'ÉGALITÉ, inscrite dans la Constitution de 1946 tarde à se concrétiser : l'égalité salariale, l'égalité professionnelle et l'égalité politique, entre autres, ont donné lieu à plusieurs lois qui ne sont toujours pas appliquées.

Partout en Europe, les femmes sont les premières victimes des mesures d'austérité. Elles sont très majoritairement concernées par le temps partiel et les bas salaires, et ont toujours un taux de chômage supérieur à celui des hommes. Les coupes massives dans les budgets publics, la casse des services publics d'éducation, de santé, sociaux, de transport, les baisses de prestations sociales et le manque de crèches et de maisons de retraite les pénalisent en priorité. Résultat : tout cela les oblige à consacrer plus de temps à la prise en charge des enfants et de leurs proches dépendants, au détriment de leur vie professionnelle.

Nous voulons l'égalité salariale maintenant et un véritable service public de la petite enfance et des personnes âgées dépendantes.

De nombreuses femmes, souvent sans papiers, sont cantonnées dans des services à la personne, sous payées, et contribuent à pallier l'absence de service public. Nous demandons leur régularisation. Nous demandons aussi la revalorisation des salaires des métiers féminisés.

Le droit à l'avortement, obtenu de haute lutte en 1975, est entravé par la fermeture de près de 200 CIVG consécutive à la loi Bachelot (Hôpital Patients Santé et Territoires) qui a pour objectif le démantèlement de l'hôpital public. Nous demandons son abrogation, la suppression de la tarification à l'activité et une réelle revalorisation tarifaire de l'IVG à la hauteur d'une fausse couche spontanée.

Nous demandons que les femmes aient une information réelle et exhaustive sur l'ensemble des moyens de contraception qui leur permette un vrai choix.

Nous demandons une loi cadre contre les violences faites aux femmes et l'application de toutes les lois existantes. Cette loi cadre implique, entre autres, une véritable éducation non sexiste et non lesbophobe et le droit d'asile pour les femmes persécutées pour fait de sexisme et de lesbophobie.

De la prostitution à la gestation pour autrui (GPA) nous sommes résolument contre la marchandisation du corps des femmes.

La prostitution est une violence. Nous voulons que le gouvernement prenne ses responsabilités pour mettre en œuvre une véritable politique abolitionniste incluant les moyens pour une vraie réinsertion des personnes prostituées, l'abrogation du délit de racolage, et une politique de responsabilisation des clients.

Nous refusons toute reconnaissance implicite ou explicite de la GPA, dont celle pratiquée en dehors de notre territoire, concrétisation de l'exploitation des femmes les plus pauvres par les classes les plus favorisées.

Nous demandons que le mouvement féministe soit représenté dans sa diversité au Haut Conseil à l'égalité des droits entre les femmes et les hommes.

Nous pensons particulièrement en ce 8 mars à Nirbhaya, violée et assassinée en Inde.

Nous soutenons la lutte des femmes tunisiennes pour conserver leurs droits, celle des femmes rwandaises, indiennes, égyptiennes et africaines du sud contre les viols et agressions sexuelles subis au quotidien ; des femmes maliennes, congolaises, syriennes, maltraitées et violées dans les zones de conflits.

Nous exigeons que soit mis fin à l'impunité de tous les criminels de guerre, de tous les auteurs de crimes de génocide ou de crimes contre l'humanité et que tous les auteurs de viols soient punis.

Solidarité avec les femmes du monde entier !

Collectif Droits des Femmes 65,
CGT 65, FSU 65, Solidaires 65, Libre Pensée 65,
Front de Gauche 65, Gauche Anticapitaliste, Gauche Unitaire, Parti de Gauche, Parti Communiste Français,
Nouveau Parti Anticapitaliste 65